

L'appui à l'intégration: d'un idéal à la réalité

Marie-Françoise DE TASSIGNY*

Ce texte relate un processus qui tend à formaliser une politique d'intégration au niveau pré-scolaire dans le contexte genevois (Suisse). Il décrit brièvement l'état des lieux à l'origine de cette démarche ainsi que l'apport pratique et théorique de la notion de partenariat dans l'organisation de toutes les données récoltées. Cet apport a également induit la création d'un groupe pilote proposant des actions nouvelles, dans le prolongement des actions professionnelles existantes: un relais aux familles et la construction d'un projet pour l'enfant. Ces derniers éléments, porteurs d'intégration, ont mené à la création d'une association, l'AIPE.

A ce jour, les demandes d'intégration dans les structures préscolaires se maintiennent et demeurent toujours sans réponse formelle.

1. Contexte historique

A Genève, dès les années 1980, une multitude de services officiels ou associations se préoccupe de l'intégration des jeunes enfants et multiplie des interventions qui se juxtaposent. Malheureusement pour les enfants et leurs familles, pendant presque 20 ans, aucun service, ni aucune instance publique, ne pilote l'intégration des plus petits dans les structures de la petite enfance du canton!

En conséquence, aucune réponse formelle n'existe face aux besoins des enfants et de leurs parents. Ces derniers construisent, individuellement ou en association, leur parcours du combattant en tirant derrière eux quelques professionnels convaincus.

* Déléguée, Délégation à la petite enfance, Genève (Suisse).
Courriel: marie-francoise.de-tassigny@ville-ge.ch

1.1 Etat des lieux

En 1988, un «Groupe Petite Enfance», composé de professionnels et d'éducateurs oeuvrant tous à l'accueil des jeunes enfants au sein des institutions de la petite enfance, propose un arrêt sur image. Ce bilan fait état des points suivants:

1.1.1 Réseau

Sans coordination, il existe une superposition d'interventions et d'intervenants qui renforce la compétitivité professionnelle, au détriment d'un travail en réseau organisé. La collaboration entre les professionnels impliqués dépend de liens informels, que certains d'entre eux ont tissés au fil de leurs rencontres et intérêt commun. Une vision politique claire et une coordination systématique sont les piliers manquants d'un processus de collaboration.

1.1.2 Projet

En théorie comme en pratique, les professionnels ne se réfèrent à aucun concept éducatif ou pédagogique lié à l'«intégration ou inclusion», mais font référence à une approche caritative de l'accueil d'enfants en situation de handicap, voire expérimentale.

Ces éléments majeurs entraînent deux conséquences: l'une, de laisser les parents seuls face à un hypothétique accueil, dont les paramètres (en terme de projet: objectifs, besoins et ressources) d'apprentissage pour l'enfant ne sont pas ou mal définis; l'autre, de proposer un accueil sans projet d'intégration (c'est-à-dire sans analyse qui identifie les besoins, les ressources, les moyens, les buts et objectifs). Ce dernier élément va légitimer le point de vue des professionnels de la petite enfance qui revendiquent l'équation suivante: l'accueil d'un enfant en difficulté est équivalent à l'obtention d'un poste de travail supplémentaire nécessaire à l'encadrement de cet enfant. Autrement dit, toute intégration d'enfant en situation de handicap nécessite un soutien spécifique.

1.1.3 Partenariat

On ne trouve l'application d'aucune notion de partenariat fort et équitable: quel est le rôle des professionnels, le rôle des parents? Les professionnels

de la petite enfance décident de l'orientation de l'accueil des enfants, des stratégies d'apprentissage et des processus éducatifs. Ces rapports unilatéraux, au-delà de priver les parents de leur rôle d'éducateur de leurs enfants, les laissent, ainsi que ces derniers, entièrement dépendants de l'expérience acquise par les professionnels.

1.1.4 Nombre d'enfants

Aucun service ne dispose de données fiables quant au nombre d'enfants concernés par une intégration en milieu préscolaire, mais l'ensemble de ces données fait état de besoins réels de places d'accueil. Par ailleurs, aucune évaluation des intégrations conduites jusqu'à présent n'est réalisée, mais l'observation informelle des différents services tend à relever le peu de moyens mis à disposition des équipes éducatives.

Ainsi, le manque de procédures cohérentes au recueil et à l'analyse des données sur le statut des enfants en situation de handicap et de leur famille nuit gravement à l'intégration.

Ces quelques points dressent un bilan qui alarme les membres du groupe de travail et les incite à traiter rapidement de la question: comment concilier les compétences professionnelles et des différents services et lieux d'accueil avec les besoins des familles et particulièrement des jeunes enfants en situation de handicap? La priorité étant de trouver une porte d'entrée stratégique au processus d'intégration. Il est temps de définir une politique claire qui formule et articule les concepts de travail en réseau, partenariat et projet.

1.2 Rencontre québécoise

Une opportunité s'est faite par une rencontre de la Déléguée à la petite enfance de la Ville de Genève avec le Professeur Jean-Marie Bouchard (Université du Québec à Montréal). Son approche et la présentation d'un contrat «parents-professionnels» ont donné un éclairage neuf, d'une part sur l'avenir du statut de l'intégration dans le contexte genevois et d'autre part, sur les conséquences actuelles pour les parents et leurs enfants. Les concepts portés par Bouchard (1978; 1988) sont venus au secours, non seulement de l'organisation de toutes les données récoltées, mais leur appropriation par le groupe de travail a également conduit à la création d'un

groupe pilote («Commission Intégration»), qui s'est saisi de l'analyse des besoins et des ressources. Les enjeux d'une politique de l'intégration des jeunes enfants au niveau de la petite enfance sont identifiés.

2. La commission intégration

Les travaux de cette commission¹, composée d'une équipe pluridisciplinaire, ont permis trois démarches essentielles dans un processus d'intégration, soit de:

- valider les démarches et l'implication des différents acteurs en proposant des actions dans le prolongement des actions professionnelles existantes (notamment du service de la Guidance Infantile et du Service Educatif Itinérant-SEI);
- identifier les lieux de la petite enfance en tant que lieu formel d'apprentissage pour les enfants en difficulté et valoriser les ressources professionnelles de ces lieux;
- donner une réponse aux carences de relais aux familles, ainsi qu'à la construction d'un projet pour l'enfant.

C'est ainsi, qu'en 1998, est créée l'association de l'AIPE (Association d'aide à l'intégration d'enfants avec des besoins spéciaux dans les lieux d'accueil de la Petite Enfance du canton de Genève) (Chatelanat et Grivel, 2008). Cette association avait pour but de:

[...] veiller à coordonner les actions des différents organismes impliqués et rechercher les moyens nécessaires à l'application de cette politique d'intégration [...] (de Tassigny, 1998).

Autrement dit, donner un cadre formel à la politique d'intégration au niveau préscolaire et promouvoir les outils à une collaboration entre parents et professionnels, instituer un projet d'accueil pour l'enfant, et légitimer et valider les lieux d'accueil de la petite enfance comme lieux d'intégration à part entière.

1 «Evaluation de la situation concernant l'enfant en difficulté dans les institutions petite enfance», Mars 1992. Pour adresse: Office de la Jeunesse, service de l'évaluation des lieux de placement, rue des Granges 7, 1204 Genève (Suisse).

3. Piliers à la formalisation d'une politique

De manière succincte, la politique d'intégration repose sur quelques piliers synonymes de facteurs de réussite:

- une coordination;
- un partenariat fort et équitable;
- des investissements du secteur public;
- une formation des professionnels;
- un recueil et une analyse des données.

A ces éléments clefs s'ajoutent des éléments majeurs à la mise en place de toute politique: une réglementation établie dans des textes officiels qui reconnaît les droits des enfants en situation de handicap ainsi que le financement suffisant et assuré qui garantit des places d'accueil!

3.1 Les lois genevoises

La loi genevoise sur l'intégration des personnes handicapées (K1 36), dont l'auteur de ce texte est une des instigatrices, inclut un paragraphe dédié au jeune enfant:

[...] L'Etat par le biais du département compétent, favorise les mesures visant à l'intégration des personnes handicapées dès la naissance, en fonction de leurs besoins et dans tous les cas où ces mesures sont bénéfiques pour elles [...]².

Par ailleurs, le règlement d'application de cette loi (K 1 36.01) stipule que

[...] le fond est destiné à financer, totalement ou partiellement, des projets publics ou privés visant à réduire ou à supprimer les obstacles limitant l'intégration ou excluant les personnes handicapées ou des projets qui favorisent leur intégration, à l'exception de ceux qui font déjà l'objet d'une obligation légale ou d'une subvention [...]³.

Nous sommes conscients que ces deux textes sont en lien avec des intentions d'intégration pour chacun (mineurs et adultes) et qu'ils sont porteurs d'espoir de reconnaissance et de formalisation pour le droit des personnes handicapées. Ces intentions de financement ne suffisent pas, il faut égale-

2 *In:* Loi K1 36, Chapitre III, Education et formation, art.8 Intégration des enfants et adolescents handicapés, alinéa 1 (Adoptée le 01.01.04).

3 *In:* Règlement K1 36.01, Chapitre II Financement des mesures d'intégration, art. 6 Affection (Adopté le 01.01.04).

ment prendre en compte les facteurs de risque liés à: la mauvaise coordination des partenaires, les nombreuses interventions, la formation des professionnels, le parcours de combattant des parents, l'exclusion précoce, etc.

3.2 Financement et soutien

Si la Ville de Genève répond présente au financement de l'encadrement des enfants par le biais d'une subvention annuelle à l'AIPE, beaucoup d'organismes sont concernés et soutiennent l'intégration des plus jeunes (soit les Hôpitaux Universitaires de Genève, le service de la Guidance Infantile devenu depuis le service psychiatrique de l'enfant et de l'adolescent SPEA, le SEI, le Service Médico-Pédagogique, l'Office de la Jeunesse, etc.), sans bénéficier d'un financement particulier, à l'image de la loi sur l'assurance invalidité (LAI) qui ne couvre plus le coût de l'accueil en collectivité des enfants âgés de moins de 4 ans et les établissements qui le proposent.

3.3 Les lieux de la petite enfance

Revenons à la petite enfance, en pleine mutation et interrogeons-nous sur le seuil de tolérance à «la différence» qui semble proportionnellement se réduire.

Actuellement, le contexte genevois est sans recherche formelle sur les difficultés éprouvées par les professionnels de la petite enfance à l'intégration de jeunes enfants en difficulté. Toutefois, l'expérience nous autorise à rejoindre les résultats de la recherche lausannoise de Caroline Cortolezzis, réalisée sous la direction de Alain Clemence (Cortolezzis, 2004). Les principales difficultés énoncées sont: les problèmes de comportement identifiés comme agressifs et impulsifs, le manque d'autonomie, le refus de participation et la difficulté de certains enfants à considérer autrui.

Il apparaît qu'à Genève, aussi, les professionnelles du jeune enfant sont déstabilisées par le recours nécessaire à l'observation, à l'écrit, à la construction d'objectifs formulés avec la famille, à l'accueil du singulier dans une collectivité. La cohérence du groupe prime!

Les éducatrices ne font que peu confiance aux pairs (autres enfants) comme vecteur d'intégration et sont rares à reconnaître et identifier les

ressources d'un groupe d'enfants et de généraliser leurs propres compétences professionnelles à l'accueil de chacun.

Le langage populaire est de désigner ces enfants par la locution d'«enfants pas comme les autres». Cette expression insiste sur la spécificité au détriment de l'universalité, elle accentue la différence au détriment de la ressemblance. Si la différence est une évidence, il est fondamental de reconnaître en chacun le besoin d'appartenance, d'autonomie et de devenir. Les éducatrices du jeune enfant tendent à vouloir être en accompagnement tandem: un adulte – un enfant, et oublient les éléments nécessaires à tout apprentissage: la confrontation aux pairs, la réussite et les échecs, le faire seul, dire non, etc.

La peur de faire «faux» et le mythe de la «réparation» planent sur l'inclusion préscolaire!

A ce jour, beaucoup de chemin a été parcouru, néanmoins certains éléments doivent encore être étudiés:

- l'analyse et l'évaluation des besoins réels de place d'intégration toujours constants;
- le contexte social et économique, car malgré l'existence de l'AIPE, l'intégration semble se maintenir sans réponse formelle.

4. Mais encore...

Aujourd'hui plus que jamais, l'accent doit être mis dans les actions qui portent sur les facteurs de risque.

4.1 Les lieux d'accueil de la petite enfance

- Améliorer le soutien aux équipes professionnelles et la reconnaissance de leur savoir-faire (observation, projet, partenariat);
- Renforcer la formation de base quant à la pédagogie de l'intégration;
- Proposer une formation continue en lien avec la pédagogie de l'intégration et la pratique.

4.2 La concertation entre les instances travaillant à l'intégration

- Proposer une enquête: ressources et lacunes, résultats des inclusions;
- Assurer la continuité et la complémentarité des activités de prévention en travaillant avec tous les partenaires;
- Renforcer les structures relais aux familles et leur implication dans les décisions.

4.3 L'étayage financier des places d'accueil

- Obtenir une validation financière par l'application de la loi cantonale genevoise.

Conclusion

Force est de constater que l'intégration des plus jeunes (préscolaire) est à la politique d'intégration ce que les crèches (autrefois appelées pouponnières) étaient à la politique sociale et familiale. Soit:

- une non-reconnaissance de cet accueil indispensable au développement des enfants et respectueuse de ses droits;
- une non-reconnaissance du droit des familles de concilier au mieux vie privée et vie professionnelle;
- une non-reconnaissance de la nécessité de formaliser la formation professionnelle.

Il faut cesser de se complaire dans les actions caritatives et reconnaître chaque partenaire dans le processus d'éducation de l'enfant, parents et professionnels. Il est important de composer avec ce qui est différent et avec ce qui est semblable. Le vrai problème n'est pas la différence, mais la peur de la ressemblance! Dans toute réglementation, il s'agit pour tous de chercher les conditions qui maintiennent ouverts les échanges. Serait-il possible de dégager les «principes de ressemblance» et de ne pas renforcer les vulnérabilités déjà présentes?

Références

- BOUCHARD, J. M. (1978). «Le rôle des parents dans les services à la personne en difficulté d'adaptation». *Apprentissage et socialisation*, 1978, I, pp. 39-58.
- , (1988). «La famille: impact de la déficience mentale et participation à l'intervention», dans S. IONESCU (Ed.). *L'intervention en déficience mentale*. Liège, Bruxelles: Pierre Mardaga, pp. 99-114.
- CHATELANAT, G. et GRIVEL, P. (2008). «L'appui à l'intégration: sens et contresens d'une action associative», AIRHM, Lausanne.
- COMMISSION INTÉGRATION (1992). *Evaluation de la situation concernant l'enfant en difficulté dans les institutions petite enfance*. Genève: Office de la Jeunesse, service de l'évaluation des lieux de placement.
- LE CONSEIL D'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE (2003). Règlement d'application de la loi sur l'intégration des personnes handicapées-K1 36.01, [www.geneve.ch/legislation] (Adoptée le 01.01.04).
- CORTOLEZZIS, C., sous la dir. d'Alain CLÉMENCE (2004). *Evaluation de la prévalence des problèmes de comportement des enfants fréquentant les lieux d'accueil de jour de la petite enfance dans le canton de Vaud. Le point de vue des responsables de structures*. Université de Lausanne: Institut des sciences sociales et pédagogiques.
- LE GRAND CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE (2003). Loi sur l'intégration des personnes handicapées-K1 36, [www.geneve.ch/legislation] (Adoptée le 01.01.04).
- TASSIGNY, M.-F. de (1998). «Intégration dans les institutions spécialisées de la petite enfance», *Pédagogie Spécialisée*, n° 4, pp. 28-30.